

**RÉPONSE DU GIMÉLEC A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2018-003 DU 15 FÉVRIER 2018 DE LA  
COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE RELATIVE A LA PRISE EN COMPTE DE  
L'AUTOCONSOMMATION DANS LA STRUCTURE DU TURPE HTA-BT ET DES TARIFS RÉGLEMENTÉS  
DE VENTE (TRV)**

**A. Considérations générales du Gimélec**

Publiée le 21 Février 2018, la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) portant sur les orientations et recommandations sur l'autoconsommation, fait suite à la large concertation qui a eu lieu au second semestre de l'année 2017. Le régulateur face à ce nouveau mode de consommation avait souhaité examiner les conséquences que le développement de l'autoconsommation aurait sur le modèle énergétique français et sur la structuration des prix.

En préalable des réponses apportées aux questions posées par la consultation publique, le Gimélec souhaite attirer l'attention du régulateur sur certains éléments de réflexion :

**1. En France, le développement de l'autoconsommation individuelle et collective suit plus le rythme imposé par le cadre législatif et réglementaire<sup>1</sup>, que celui d'une véritable dynamique de marché.**

Or, les industriels du Gimélec constatent que le phénomène inverse se passe dans de nombreux autres pays. Indispensable à l'atteinte des objectifs de la transition énergétique, l'autoconsommation intéresse tous les secteurs d'activités, tertiaire, industrie, résidentiel et doit être soutenue.

La France accuse ainsi d'un retard important par rapport à d'autres pays. Dans ce sens, l'avis de la députée Béatrice Santais en charge des questions sur l'autoconsommation faisait état de ce constat<sup>2</sup> : « *en comparaison avec ses proches voisins européens, la part de l'autoproduction en France reste faible* » et ce malgré une baisse très significative du prix des panneaux photovoltaïques. Ainsi, au regard des projections réalisées par RTE, dans son bilan prévisionnel 2017, sur l'équilibre entre l'offre et la demande, ce retard doit être rattrapé dans les meilleurs délais.

En effet, pour être au rendez-vous des premières évolutions du mix énergétique prévues vers 2030-2035 pour le nucléaire, et du Plan Climat à échéance de 2022 concernant la « sortie du charbon », il est nécessaire de mettre en place de nouveaux modèles de consommation assis sur la fiabilité dorénavant acquise par les EnR. **En effet, les capacités photovoltaïques résultant du développement de l'autoconsommation seraient en mesure d'atteindre 10 GW en 2035 dans les**

<sup>1</sup> Loi n°2017-227 du 24 Février 2017 et l'Ordonnance n°2016-4019 du 27 juillet 2016

<sup>2</sup> Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi de finances pour 2017, tome V « écologie, développement et mobilité durables énergie ».

**quatre scénarios de RTE<sup>3</sup> et permettraient ainsi de soulager le réseau avec des solutions de stockage lors des périodes de pointe de consommation.**

Avant d'envisager d'appliquer à l'autoconsommation une régulation trop limitative il convient aujourd'hui d'encourager largement le développement de l'autoconsommation-autoproduction. Celui-ci permettra de soutenir l'évolution du mix énergétique et d'accompagner l'émergence de nouveaux usages (numérique, véhicules électriques, etc.).

2. Des initiatives ont été prises en France ces dernières années avec une volonté politique de structurer la filière. Cependant, il est essentiel de prendre en compte le fait que les opérations d'autoconsommation **ne représentent aujourd'hui que 20 000 sites en France<sup>4</sup>. L'autoconsommation reste à ce jour un phénomène marginal, que les décisions réglementaires et le cadre de régulation ne doivent pas étouffer dans l'œuf.** L'absence à ce stade de retours d'expérience relatifs à l'autoconsommation collective **plaide en faveur d'un TURPE adapté dans un premier temps, quitte à ce qu'il évolue par la suite.**
3. **Le Gimélec constate que le modèle de tarification présenté par le régulateur ne tient pas compte, avec suffisamment de précision, des externalités positives de l'autoconsommation-autoproduction (moindre sollicitation du réseau réduisant les risques de congestion, limite du coût de dimensionnement du réseau, etc.).** En effet, le régulateur propose **une majoration de la composante gestion et soutirage pour l'autoconsommation collective** alors qu'*« aucune étude portée à la connaissance de la CRE n'a à ce jour, analysé et quantifié précisément les éventuels bénéfices ou issues de l'autoconsommation pour le réseau »*. Or, la loi n° 2015-992 du 17 août 2015, **relative à la transition énergétique pour la croissance verte**, précise dans son article 2 que les politiques publiques *« soutiennent l'autoconsommation d'électricité »*. **Le Gimélec considère que les mesures mentionnées dans la consultation ne répondent pas suffisamment à cet objectif.**  
Par ailleurs, les débats parlementaires autour de l'ordonnance n°2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité, renforçaient cette volonté de prise en compte d'un statut spécifique de l'autoconsommation dans le TURPE *« pour tenir compte des réductions de coûts d'utilisation des réseaux que peuvent apporter ces opérations »*<sup>5</sup>. Ainsi, la tarification relative à la composante soutirage sur les flux alloproduits, ne concernant que les autoconsommateurs collectifs, introduit une discrimination vis-à-vis de ces derniers alors que les externalités positives de l'autoconsommation collective sont nombreuses (meilleur foisonnement, l'économie collaborative favorisée, etc.). Le Gimélec s'interroge de savoir si **les dispositions proposées sont de nature à soutenir favorablement et avec force « le modèle économique de l'autoconsommation tout en étant cohérent avec les services rendus au réseau »** comme l'indique le régulateur dans sa consultation.
4. **La consultation rend peu visible les conséquences de ces nouvelles structurations du TURPE HTA-BT et des TRV, notamment au regard des exigences de la loi transition énergétique.** Ainsi, le Gimélec recommande qu'une étude approfondie soit réalisée afin de déterminer si la grille tarifaire proposée pour les différents profils de consommation est adéquate. En effet, une grille tarifaire du TURPE HTA-BT inadaptée **affecterait l'essor de l'autoconsommation, de l'ensemble des nouveaux**

<sup>3</sup> Bilan prévisionnel de l'équilibre offre-demande d'électricité en France, RTE, édition 2017.

<sup>4</sup> Chiffre d'ENEDIS à la fin de l'année 2017

<sup>5</sup> Discours de Barbara Pompili, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, lors de la séance publique du 24 janvier 2017, au Sénat.

**moyens de production décentralisés et des nouveaux usages (BEPOS connecté, installations de stockage, véhicules électriques, etc.).**

5. **A l'instar de ses partenaires européens et internationaux, la France doit libérer les initiatives privées.** En effet, une liberté d'organisation des acteurs économiques les plus compétitifs et innovants sur le terrain de l'autoproduction-autoconsommation permettrait d'offrir une alternative aux besoins de financement de ce nouveau modèle. Elle renforcerait l'innovation au bénéfice des consommateurs, sans pour autant ignorer le cadre réglementaire fixé par la CRE au regard des spécificités du système électrique français.

## **B. Réponses au questionnaire**

### **Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?**

Le Gimélec soutient les principes et les critères de la structure des tarifs d'utilisation des réseaux, mais il recommande qu'ils s'appliquent de façon progressive pour tenir compte des spécificités et du degré réel de maturité de l'autoproduction-autoconsommation qui est marginale.

### **Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées?**

NSPP

### **Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?**

**Les chantiers prioritaires pour maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs pourraient être basés sur les réflexions suivantes :**

- connaître le profil de charge des autoconsommateurs,
- prendre en compte l'évolution de l'utilisation des réseaux. En effet, avec ou sans autoconsommation, les volumes transitant par le réseau vont stagner, voire baisser. Le volume d'énergie transitant sur le réseau ne sera plus la seule clé de répartition adéquate. La puissance sera plus significative, elle ne devra cependant pas inhiber les initiatives en matière d'économie d'énergie et d'autoconsommation,
- réaliser un comparatif par rapport à une même typologie de consommateurs ne bénéficiant pas d'autoconsommation,
- étudier l'adaptation des plages temporelles à la variabilité de la consommation et de la production d'ENR,
- réaliser une étude approfondie permettant de qualifier et quantifier les impacts positifs liés à l'autoconsommation, avec les aspects :
  - Sociétal : économie collaborative dans le domaine de l'énergie, décentralisation du système,
  - Technico-économique : réduction des pertes techniques et des coûts de renforcement du réseau ainsi que la prise en compte de la flexibilité réseau apporté par le stockage.

### **Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées?**

NSPP

**Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?**

Il est utile de rappeler que l'autoconsommation collective permet de :

- maximiser le foisonnement,
- optimiser le nombre d'installations et résoudre ainsi des problématiques d'urbanisme et d'implantation (exposition, structure, travaux) et de limiter le coût de dimensionnement local du réseau,
- favoriser les circuits courts et l'économie collaborative et solidaire,
- atteindre les objectifs de la loi transition énergétique.

**Ainsi, le Gimélec préconise une meilleure valorisation de l'autoconsommation collective et de ses externalités positives dans la détermination des composantes soutirages du TURPE HTA-BT proposées par la CRE.**

**Cependant, le Gimélec soulève les freins à l'autoconsommation collective :**

- Le taux intermédiaire de contribution aux transits HTA

Le régulateur indique dans sa consultation que le TURPE 5 est fixé « *afin que la facture d'utilisation du réseau payée par chaque utilisateur reflète au mieux les coûts qu'il génère* » et « *que ces tarifs tiennent aussi compte du développement de l'autoconsommation et des bénéfices qu'elle apporte au réseau* ».

Ainsi, la CRE propose d'appliquer pour l'ensemble des autoconsommateurs (individuels et collectifs) un TURPE, pour les flux autoproduits, minoré par rapport au coût de l'électricité réseau.

Toutefois, **le régulateur propose pour l'autoconsommation collective, sans réelle justification**, « *un taux intermédiaire de contribution aux transits HTA, de 50kWh de transits générés en HTA pour 100 kWh de soutirage en basse tension* » alors même que la CRE précise qu'« *aucune étude portée à la connaissance de la CRE n'a à ce jour, analysé, et quantifié précisément les éventuels bénéfices ou issues de l'autoconsommation pour le réseau* ». **Le Gimélec estime qu'une telle disposition limiterait significativement le développement de l'autoconsommation collective au prétexte de préserver le système électrique d'une sollicitation, aujourd'hui, non avérée.** Ainsi, concernant les flux alloproduits (donc concernant les autoconsommateurs collectifs) ce taux intermédiaire de contributions aux transits ferait que cette électricité serait plus cher que celle d'un consommateur classique.

- La limite de la maille du poste HTA-BT

Par ailleurs, **le Gimélec souhaite porter à l'attention de la CRE les limites législatives et réglementaires actuelles empêchant d'exploiter pleinement le potentiel de l'autoconsommation.** Les projets-pilotes en cours démontrent que la principale barrière à l'autoconsommation est sa limitation **à l'aval d'un même poste de distribution HTA-BT<sup>6</sup>**. Ce choix d'échelle n'est pas adapté à la réalité. Il est fréquent que deux bâtiments, ou maisons, se faisant face dans une même rue dépendent de deux postes HTA-BT différents. Dans ce cas, ces deux bâtiments se voient empêcher de réaliser tout projet d'autoconsommation collective commun malgré la logique géographique et économique d'un tel projet.

---

<sup>6</sup> Article L.315-2 du code de l'énergie

L'émergence d'un modèle économique porteur pour l'autoconsommation collective, exige de s'affranchir de cette limite du poste de distribution HTA-BT. Le Gimélec, préconise d'autoriser les opérations d'autoconsommation collective à des mailles géographiques ou de population plus cohérentes. La maille officielle « IRIS » de l'INSEE pourrait répondre à ce besoin.

- Le champ d'exonération de la CSPE

A ces deux freins s'ajoute celui de la réduction du champ d'exonération de la CSPE à la seule autoconsommation individuelle.

**Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération?**

**Comme pour les tarifs, il convient d'adopter un dispositif pragmatique et évolutif en la matière. Le Gimélec ne remet pas en cause les coûts liés au développement des systèmes informatiques permettant d'assurer la répartition de la production locale entre les différents participants.** Toutefois, ENEDIS qui a estimé ces coûts précise que *« l'ensemble de ces estimations reposent sur des hypothèses, que seul le retour d'expérience permettra de vérifier »*.

Rappelant une nouvelle fois que l'autoconsommation **tient à ce stade une place marginale dans le système électrique**, le Gimélec estime qu'une telle majoration de la composante de gestion est aujourd'hui prématurée. Il recommande que cette majoration soit reportée, au plus tôt, au TURPE 6. L'amplitude même de cette majoration devra alors faire l'objet d'une étude approfondie.

Pour une meilleure dynamique du développement du marché, **un assouplissement de la définition des réseaux intérieurs offrirait un espace plus important à une concurrence porteuse d'innovation et de compétitivité et permettrait ainsi d'amoindrir les coûts de gestion du GRD.**

**Le Gimélec recommande que la gestion du réseau privé d'autoproduction-autoconsommation- et donc le choix de ses solutions de comptage et de son système d'information- relèvent de la prérogative de l'opérateur du dit réseau.**

**Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?**

NSPP